

Flash Economie


30 juillet 2019 - 1053

La fin du « capitalisme libéral » : par quel mécanisme ?

Depuis les années 1980, le Monde a été dominé par le « capitalisme libéral » : libre-échange, libre circulation des capitaux, lutte contre les monopoles et les positions dominantes, dérèglementation des marchés du travail.

Quels sont les mécanismes qui peuvent conduire à la fin du capitalisme libéral ?

- une nouvelle crise financière violente qui conduirait au pouvoir dans beaucoup de pays des gouvernements anticapitalistes ; le risque le plus grand aujourd'hui pouvant amener à une crise financière est celui d'un retour de l'inflation ;
- une crise sociale due à la déformation du partage des revenus, à la montée des inégalités de revenu et de patrimoine ;
- une crise économique due à la généralisation du protectionnisme ;
- la généralisation d'un modèle économique où il y a collusion entre les États et de grandes entreprises ayant des positions dominantes.

Patrick Artus
Tel. (33 1) 58 55 15 00
patrick.artus@natixis.com
 @PatrickArtus

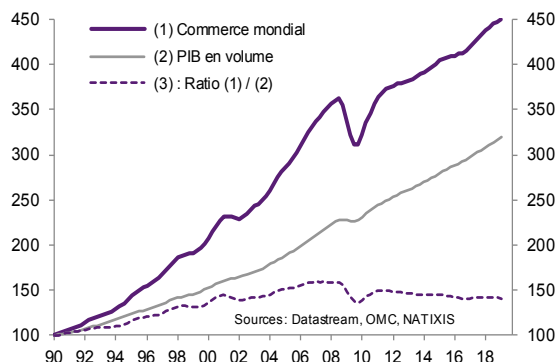
www.research.natixis.com

Les quatre caractéristiques du « capitalisme libéral »

Le « capitalisme libéral » qui se met en place à partir des années 1980 dans les pays de l'OCDE a **quatre caractéristiques principales** :

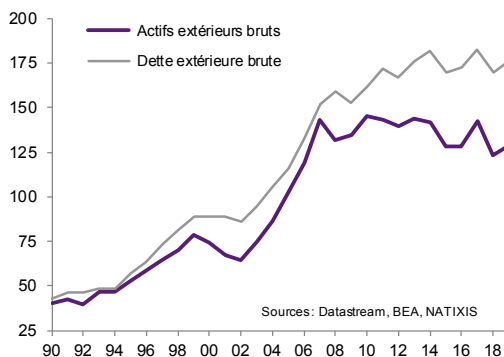
- **le libre-échange**, qui explique la progression rapide du commerce mondial (**graphique 1**) ;

Graphique 1
Monde : commerce et PIB (volume, 100 en 1990:1)

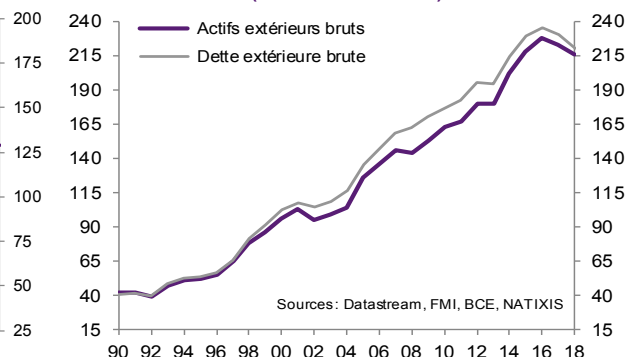


- **la libre circulation des capitaux**, qui explique la montée parallèle des actifs et des dettes extérieurs bruts (**graphiques 2a/b/c**, chaque pays a davantage acheté d'actifs financiers des autres pays et a davantage vendu ses actifs financiers aux autres pays) ;

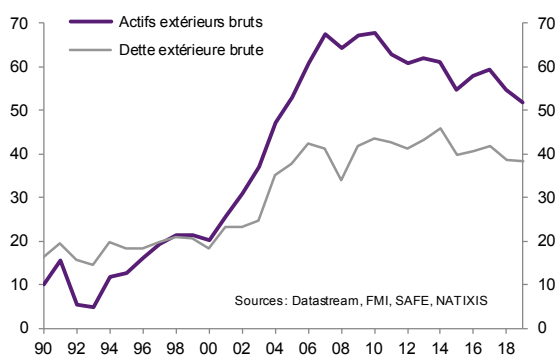
Graphique 2a
Etats-Unis : actifs et dette extérieurs bruts (en % du PIB valeur)



Graphique 2b
Zone euro : actifs et dette extérieurs bruts (en % du PIB valeur)

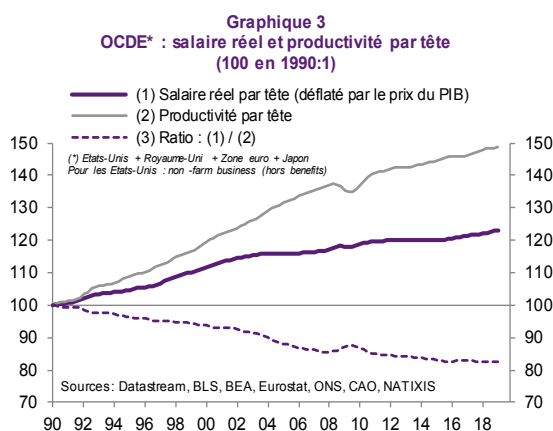


Graphique 2c
Chine : actifs et dette extérieurs bruts (en % du PIB valeur)



- **une politique de la concurrence** visant à faire disparaître les monopoles et les positions dominantes ;

- **la dérèglementation des marchés du travail**, qui explique la perte de pouvoir de négociation des salariés et la déformation du partage des revenus au détriment des salariés (graphique 3).



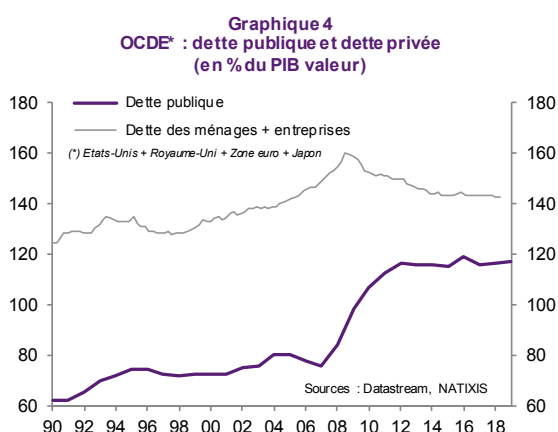
Peut-on envisager maintenant la fin du capitalisme libéral qui a ces quatre caractéristiques ?

Quels mécanismes pourraient causer la fin du capitalisme libéral ?

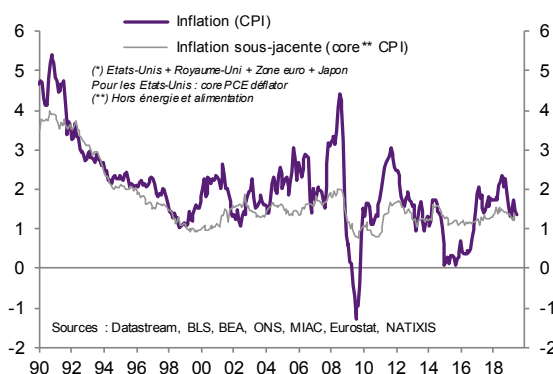
1. Une nouvelle crise financière ?

Une **nouvelle crise financière**, après celle de 2008-2009, **pourrait** faire disparaître la confiance des opinions dans le capitalisme et **amener au pouvoir dans de grands pays de l'OCDE des gouvernements anticapitalistes**.

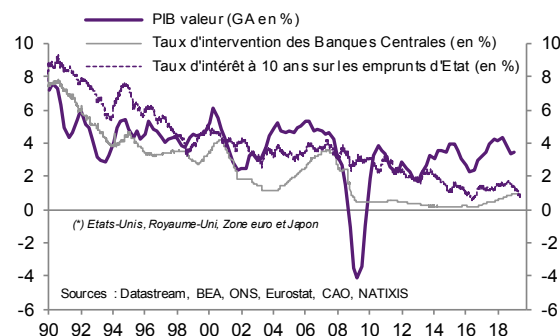
Compte tenu des niveaux d'endettement (graphique 4), **le risque le plus grand aujourd'hui pouvant entraîner une crise financière est certainement celui d'un retour de l'inflation conduisant à une forte hausse des taux d'intérêt** (graphiques 5a/b).



Graphique 5a
OCDE* : inflation et inflation sous-jacente (GA en %)



Graphique 5b
OCDE* : PIB valeur, taux d'intervention des Banques Centrales et taux d'intérêt à 10 ans sur les emprunts d'Etat



2. Crise sociale

On peut aussi imaginer une **crise sociale conduisant au rejet généralisé du capitalisme libéral dans les pays de l'OCDE.**

Cette crise sociale serait une réaction :

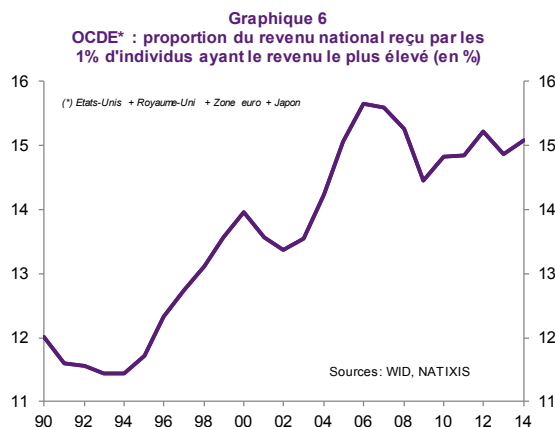
- à la **déformation du partage des revenus (graphique 3 plus haut) ;**
- à la **montée des inégalités de revenu (Tableau 1, graphique 6) ;**

Tableau 1 : OCDE* : Indice de Gini - Inégalités de revenu, après redistribution (population totale, échelle de 0 à 1)

Année	après redistribution
1996	0,331
1997	0,332
1998	0,329
1999	0,329
2000	0,332
2001	0,332
2002	0,341
2003	0,339
2004	0,334
2005	0,344
2006	0,346
2007	0,343
2008	0,343
2009	0,345
2010	0,345
2011	0,350
2012	0,349
2013	0,352
2014	0,352
2015	0,351
2016	0,350

(*) États-Unis + Royaume-Uni + zone euro + Japon

Sources : OCDE, NATIXIS



– à la montée des inégalités de patrimoine (le Tableau 2 montre l'exemple des États-Unis).

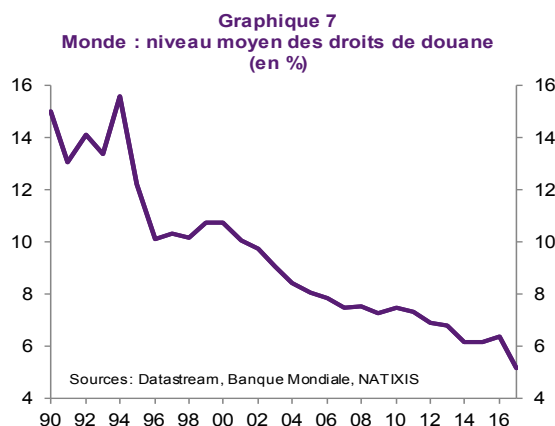
Tableau 2 : États-Unis : patrimoine par tranche de revenu (2016, valeur médiane, milliers de \$ de 2016)

Percentiles de revenu	Patrimoine total (financier et non financier)
Inférieur à 20	11,7
De 20 à 39,9	71,3
De 40 à 59,9	160,3
De 60 à 79,9	302,7
De 80 à 89,9	579,4
De 90 à 100	1935,5

Source : Survey of Consumer Finances Federal Reserve 2016

3. Généralisation du protectionnisme

Dans un Monde où l'intégration commerciale et la spécialisation productive sont fortes, en raison de la mise en place du libre-échange (graphique 7) et des chaînes de valeur globales, le passage au protectionnisme conduirait à une désorganisation des entreprises, à la hausse brutale des prix des biens qui étaient auparavant importés, donc à une crise économique associée à la rupture du modèle antérieur de libre-échange.

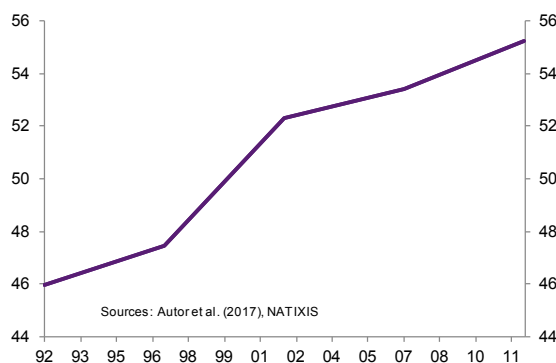


Il s'agirait bien de la fin du modèle de capitalisme libéral dont une des caractéristiques est que les entreprises localisent leur production là où c'est le plus profitable pour elles.

4. Collusion entre les États et de grandes entreprises ayant des positions dominantes

On observe, en particulier aux États-Unis, une **hausse importante de la concentration des entreprises (graphique 8)**, alors que dans le modèle de capitalisme libéral, il doit y avoir une lutte forte contre les positions dominantes.

Graphique 8
Etats-Unis : indice de concentration des entreprises



Les États (les autorités de la concurrence, l'antitrust) ont donc accepté (en particulier aux États-Unis) qu'apparaissent de grandes entreprises ayant des positions dominantes, sans doute parce que **ces entreprises pouvaient contribuer à leur stratégie de puissance** (domination technologique mondiale, et donc domination des autres pays, collecte de données...).

Synthèse : le « capitalisme libéral » peut-il survivre ?

Pour que le capitalisme libéral survive, il faudrait donc, d'après ce qui précède :

- qu'il n'y ait pas de crise financière malgré les taux d'endettement très élevés, donc en particulier que l'inflation reste faible ;
- qu'il n'y ait pas de crise sociale, malgré la montée des inégalités ;
- qu'il n'y ait pas de guerre commerciale ;
- que le nouveau modèle de référence ne devienne pas celui de la collusion entre les États et de grandes entreprises dominantes.